

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Acheteur

Ministère chargé des transports

Représenté par

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

Objet de la consultation

Diagnostic complet des systèmes d'assainissement de la DIR-EST et mise à
jour de bases de données

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Pages

SOMMAIRE

1. Objet.....	5
1.1. Objet du marché.....	5
1.2. Obligation de confidentialité.....	5
1.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données) :.....	5
2. Propriété intellectuelle.....	6
2.1. Définitions.....	6
2.2. Régime des droits de propriété intellectuelle.....	6
3. Normes.....	7
4. Représentation de l'acheteur et formes de notification.....	7
4.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché.....	8
4.2. Forme de notification.....	8
5. Délai d'exécution.....	9
6. Commandes.....	9
6.1. Passation des commandes.....	9
6.2. Ordre de service.....	9
7. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travailleur.....	10
7.1. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	10
7.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	11
8. Responsabilité et Assurances.....	12
9. Sous-traitance.....	13
9.1. Demande en cours de marché.....	13
10. Clauses sociales et environnementales.....	13
10.1. Clauses sociales.....	13
10.2. Clauses environnementales.....	14
11. Pièces constitutives du marché.....	14
12. Prix – Règlement des comptes.....	14
12.1. Contenu des prix.....	14
12.2. Forme - Établissement - Variation.....	15
12.2.1. Forme des prix.....	15

12.2.2. Mois d'établissement des prix.....	15
12.2.3. Variation des prix.....	15
12.2.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	15
12.3. Modalités de règlement des comptes du marché.....	16
12.4. Paiement direct des sous-traitants.....	17
13. Prix – Pénalités.....	17
13.1. Pénalités.....	17
13.1.1. Pénalité pour non remise de documentation avant la prestation.....	17
13.1.2. Pénalité pour retard dans la rédaction du PAQ.....	17
13.1.3. Pénalité pour non-remise d'un livrable en version projet (rapport, document, base de données, SIG).....	17
13.1.4. Pénalité pour non-remise d'un livrable (rapport, document, base de données, SIG).....	18
13.1.5. Pénalité pour non respect des clauses de confidentialité.....	18
13.1.6. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	18
13.1.7. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	18
13.1.8. Non respect du PAQ.....	18
13.1.9. Manquement dans les saisies de données d'un système dans l'AGB (Application de gestion ds Bassins).....	18
13.1.10. Pénalité pour absence injustifiée à une réunion.....	18
13.1.11. Pénalité pour retard dans la rédaction et diffusion de compte rendu de réunion.....	18
13.1.12. Manquements aux prescriptions de sécurité vis-à-vis du RISQUE ROUTIER.....	19
14. Avances.....	19
15. EXÉCUTION DU MARCHE.....	19
15.1. Programme d'exécution.....	19
15.2. Conditions d'exécution.....	19
15.2.1. Dispositif de sécurité.....	19
15.2.2. Installation des chantiers du titulaire.....	19
15.2.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport.....	20
15.2.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique.....	20
15.2.5. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	20
15.2.6. Mise à disposition de matériels par le RA.....	20
15.2.7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	20
15.2.8. Documentation technique.....	21
15.2.9. Revendications des tiers.....	21
15.3. Conditions d'intervention.....	21
15.3.1. Nature des interventions.....	21
15.3.2. Initiatives.....	21
15.3.3. Période.....	21
15.3.4. Délai d'intervention.....	21
15.3.5. Durée d'intervention.....	21
15.3.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions.....	21
15.3.7. Documents à établir après intervention.....	21

15.4. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	21
15.4.1. Installation des chantiers de l'entreprise.....	22
15.4.2. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	22
15.4.3. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	23
15.4.4. Dégradations causées aux voies publiques.....	23
16. OBLIGATION, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	23
16.1. Obligation de résultats.....	23
16.2. Admission.....	23
16.3. Garantie(s).....	24
17. Résiliation.....	24
18. Dérogation au CCAG.....	24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans la suite du présent document, les termes « admissions » et « admises » sont substitués à ceux de « réceptions » et de « reçues » utilisés dans le CCAG Prestations de services.

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation « CCP ».
Dans la suite du présent document, le terme de « marché » désigne un « accord-cadre mono attributaire à bons de commande ».

1. Objet

1.1. Objet du marché

Diagnostic complet des systèmes d'assainissement de la DIR-EST et mise à jour des bases de données.

Lieux d'exécution des prestations : **Réseau routier de la DIR Est – périmètre État**

La carte qui représente le périmètre d'intervention est annexée au présent DCE (PerimetreETAT.pdf)

Les prestations concernent 3 Districts de la DIR Est :

- District de Besançon (N 57, N 19, N 83, N 5),
- District de Nancy (A330, N 57, N 66, N 59, N 159),
- District de Vitry-le-François (N 135).

1.2. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le RA et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 13.1.5 du présent CCAP.

1.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données) :

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles RGPD (Règlement général sur la protection des données) qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 13.1.6 du présent CCAP.

2. Propriété intellectuelle

2.1. Définition

En complément de l'article 22 du CCAG, les "résultats" désignent notamment les études, les bases de données, inventions, dessins, maquettes, logiciels, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.

2.2. Régime des droits de propriété intellectuelle

Toutes les études et documents produits en exécution du présent marché seront la propriété de l'État.

En complément de ces dispositions, il est précisé ce qui suit :

La DIRE acquière l'exclusivité et la totalité des droits de représentation et de reproduction (sur tout support) des prestations réalisées dans le cadre du présent marché, pour la durée de la protection légale des droits d'auteur et sur la totalité du territoire mondial. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur. Toute représentation mentionnera le ou les auteurs concernés. La cession des droits patrimoniaux détaillée ci-dessous est accordée pour toute la durée des droits d'auteur.

Les conditions financières de la cession sont comprises dans le montant du marché.

La cession des droits porte sur tous les résultats de la prestation, notamment :

- les rapports intermédiaires et finaux,
- les documents de communication et diaporamas,
- les données acquises dans le cadre de la prestation, données brutes et données élaborées,
- les données géographiques, les documents graphiques et cartographiques.

Les droits cédés par le titulaire comprennent au sens large :

- les droits de reproduction, en autant d'exemplaires que nécessaire, par tous moyens, sur supports de toute nature, connus actuellement ou non connus, les droits de représentation par tous procédés y compris par voie hertzienne, câble, satellite,
- les droits de faire évoluer les résultats de l'étude, par tout tiers de son choix,

- les droits d'adaptation, de correction, de simplification, d'adjonction, d'intégration à d'autres études préexistantes ou à venir ou à créer, de transcription dans d'autres langages informatiques ou langue ou à partir de création d'œuvres dérivées par la DIRE ou par un intervenant externe,
- les droits exclusifs de représentation et de publication auprès des tiers,
- les droits de mise à disposition des résultats de l'étude et de ses dérivés (dossiers d'études, rapports, données, logiciels et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché, ...) sous une forme quelconque à titre gratuit et onéreux.

Chacun des droits énumérés ci-dessus consentis à la DIRE s'entend à toutes les adaptations des résultats de l'étude, qu'elles auront réalisées ou fait réaliser.

Dans la mesure où les résultats de l'étude contiennent des œuvres préexistantes protégées par des droits d'auteur appartenant au prestataire, celui-ci concède à la DIRE sans autre contrepartie ses droits valables dans le monde entier leur permettant :

- d'utiliser pour tout usage, reproduire par tout moyen, représenter, traduire, adapter, distribuer et faire distribuer tout ou partie des œuvres préexistantes,
- d'accorder à des tiers des droits permettant à ces derniers de faire toutes les opérations ci-dessus.

Dans la mesure où les résultats développés contiennent des œuvres préexistantes protégées par des droits d'auteur appartenant à un tiers et indispensables pour utiliser les résultats de l'étude, le titulaire s'engage à obtenir au bénéfice de la DIRE les mêmes droits que ceux visés ci-dessus auprès de ce tiers, sauf les études pour lesquelles la DIRE disposerait des droits.

Le titulaire garantit à la DIRE l'utilisation paisible des résultats de l'étude. Le titulaire garantit la DIRE contre toute action en contrefaçon et en conséquence, le prestataire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels pourrait être condamnée la DIRE par une décision de justice devenue définitive ayant pour base exclusive la démonstration d'une contrefaçon du droit d'auteur ou d'une concurrence parasitaire. Si le titulaire souhaite utiliser, en dehors du cadre du marché, des informations, des résultats ou des documents obtenus dans le cadre de celui-ci, il devra obtenir l'accord de la DIRE. Il ne peut en faire un usage commercial ni les publier sans l'accord de la DIRE. Il ne peut les communiquer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de la DIRE. Aucune exploitation commerciale des résultats n'est autorisée au titulaire, ni aux autres utilisateurs potentiels, sans autorisation préalable de la DIRE.

Chaque publication doit mentionner que l'étude a été financée par l'État. Elles devront en outre faire apparaître la mention de l'État – DIRE.

3. Normes

Les prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

4. Représentation de l'acheteur et formes de notification

4.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'Acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef du Service des Politiques et Mobilités Routières (SPMR), son adjointe ou son représentant, pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le RA, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du RA faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du RA pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG) ;
- d) Signature et notification de tous les actes d'exécution du marché (actes de sous-traitance, avenants, ordres de service, ...)

2. Le Bureau Exploitation et Entretien du Réseau (BE2R) pour assumer les fonctions suivantes :

Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

4.2. Forme de notification

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché

La notification au titulaire des décisions ou informations du RA qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :
Dans ce cas les **délais** commenceront à **courir dès réception de l'accusé réception** du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

b) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du RA permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.
Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du RA ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

5. Délai d'exécution

Les dispositions de l'article 13 du CCAG s'appliquent.

Néanmoins, il pourra être fait dérogation au point 13.1.2 de ce même CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision de l'Acheteur pour commencer l'exécution de celui-ci

6. Commandes

6.1. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le chef du Service des Politiques et Mobilités Routières, son adjoint ou son représentant.

Chaque bon de commande précise :

- La quantité commandée par catégorie/nature
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée
- Le délai d'exécution/de livraison, date de remise de la version minute, date de remise de la version finale
- La référence du marché (n° d'Engagement Juridique)
- La référence du bon de commande : n° d'Engagement Juridique
- Le numéro chorus du fournisseur (titulaire du marché)

Le RA confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

6.2. Ordre de service

L'ordre de service est la décision du RA qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du RA, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

7.Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travailleur

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou pas, doit remettre au RA la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

7.1. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives aux marchés sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 6.2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au RA une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

7.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au RA les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le RA, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

8.Responsabilité et Assurances

- Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

- Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le RA et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou après son exécution.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

9.Sous-traitance

Le titulaire ne peut pas faire exécuter la totalité des prestations objets du marché par des sous-traitants.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra indiquer le montant maximal des prestations qu'il lui entend lui confier. Ce montant doit être strictement inférieur au montant des prestations déterminé dans sa proposition financière.

Le dossier constituant le DC4 doit entièrement être rédigé en français.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 10 ci-dessus.

9.1. Demande en cours de marché

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante : pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La signature électronique conforme eIDAS plus rapide est fortement recommandée.

Si la signature est manuscrite non scannée sur le document au format papier, le DC4 doit être envoyé à l'adresse ci-dessous :

**Direction Interdépartementale des Routes Est
BGAM – Filière gestion administrative des marchés
10-16 Promenade des Canaux
BP 82120
54021 NANCY Cedex**

L'identité des signataires pouvant engager leur société doit être indiquée.

La combinaison signature manuelle et signature électronique n'est pas autorisée.

Le montant maximal mentionné sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du marché ou du détail estimatif de l'offre du titulaire.

10.Clauses sociales et environnementales

10.1. Clauses sociales

Sans objet

10.2. Clauses environnementales

Le titulaire veillera à l'intégration de l'aspect environnemental dans ses interventions, notamment :

- de gestion des déchets produits lors des investigations,
- de modalités et optimisation de transport.

Dans la production des rapports de synthèse, le titulaire veillera à :

- Intégrer une partie dédiée à l'évaluation des impacts environnementaux,
- Proposer des mesures d'amélioration environnementale pour les travaux préconisés.

Le critère environnemental constitue un critère de jugement des offres à hauteur de 10 % des points attribués dans la note finale (article 4.2.2 du RC).

Le candidat devra en outre produire dans son offre un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Environnement (SOPAE) qui précisera les dispositions concrètes et permanentes prises par l'entreprise en faveur de l'environnement et du développement durable (lutte contre la pollution, utilisation de matériels et matériaux recyclables, organisations matérielle et humaine).

11. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A- Pièces contractuelles :

- **L'acte d'engagement (AE)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales (**CCAG**) « FCS »
- La liste des prix unitaires et forfaitaires (**LPUF**) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les avenants.

B - Pièce non-contractuelle :

- **Le document financier (DF).**

12. Prix – Règlement des comptes

12.1. Contenu des prix

Les dispositions des articles 10.1.3, 10.1.4 du CCAG s'appliquent.

12.2. Forme - Établissement - Variation

12.2.1. Forme des prix

Les prix sont des prix **fermes et révisables**.

12.2.2. Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, mois m0 comme indiqué en page 1 de l'acte d'engagement.

12.2.3. Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- Par dérogation au 43.2.2.4 du CCAG, en cas de résiliation, la somme forfaitaire est calculée sans tenir compte des révisions.
- Les prix sont révisables suivant les modalités fixées aux articles 6.3.1 à 6.3.3 ci-dessous.

➤ Index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'ensemble des lots du marché est **l'index Ingénierie (ING)** (base 2010) publié au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

➤ Modalités de variation

Les prix sont révisables avec une formule de révision. La révision des prix est annuelle et elle est effectuée à la date de reconduction annuelle du marché suivant la formule :

- $C_n = I_n / I_0$
 - I_0 : Valeur de l'index de référence I prise au mois m0 d'établissement des prix ;
 - I_n : Valeur de l'index de référence I prise au mois de reconduction du marché ;

Conformément au 10.2.3 du CCAG, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

12.2.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. Ce dernier règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire

12.3. Modalités de règlement des comptes du marché

Conformément aux dispositions de l'article 11.8.1 du CCAG, chaque bon de commande donne lieu à paiement partiel définitif.

La demande de paiement indique le numéro du bon de commande correspondant aux prestations, en plus des renseignements prévus au 11.4 du CCAG.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre la facture sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur « Chorus Pro ».

Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants :

- Cadre de facturation : A1 (dépôt par un fournisseur d'une facture)
- Maîtrise d'œuvre : SIRET de l'État 11000201100044
- Service exécutant : CGFB200067

- Numéro de l'Engagement Juridique (EJ) : indiquer le numéro de marché fourni à 10 chiffres commençant par 13xxxxxxx
- Numéro (EJ) du bon de commande : indiquer le numéro du bon de commande fourni à 10 chiffres commençant par 14xxxxxxx.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro d'EJ du marché en 13xxxxxxx
- Le numéro d'EJ du bon de commande en 14xxxxxxx

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

12.4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités de l'article R.2193-10 à R.2193-16 du CCP.

13.Prix – Pénalités

13.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, le prestataire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes et sont cumulatives.

13.1.1. Pénalité pour non remise de documentation avant la prestation

En cas de non remise des documents exigés par le présent marché, énumérés à l'article 3.1 du CCTP, après notification et avant le début de la réalisation des prestations, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG, une pénalité forfaitaire de **CINQ CENTS EUROS hors TVA (500,00 € HT)** complétée par une pénalité journalière de **CINQUANTE EUROS hors TVA (50,00 € HT)**.

13.1.2. Pénalité pour retard dans la rédaction du PAQ

Le Titulaire s'engage à rédiger et diffuser le Plan d'Assurance Qualité dans un délai de 15 jours ouvrables suivant la date de notification du marché.

En cas de retard dans la rédaction et diffusion du PAQ, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **CENT EUROS hors TVA (100,00 € HT)** par jour de retard.

Cette pénalité de 100 € par jour de retard est également applicable en cas de retard dans la rédaction et diffusion d'une mise à jour du PAQ (par exemple pour prise en compte des remarques de la DIR Est) dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la date de réception des remarques de la DIR Est.

La PAQ doit avoir été transmis et avoir reçu l'aval de la Maîtrise d'œuvre avant la date de démarrage du délai d'exécution.

13.1.3. Pénalité pour non-remise d'un livrable en version projet (rapport, document, base de données, SIG)

En cas de non-respect des obligations de remise d'un livrable en version projet, conformément à l'article 5.2 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **TROIS MILLE EUROS hors TVA (3 000,00 € HT)**.

13.1.4. Pénalité pour non-remise d'un livrable (rapport, document, base de données, SIG)

En cas de non remise d'un livrable dans les délais ou aux dates d'échéances précisées dans un bon de commande, le prestataire encourt une pénalité journalière de **CINQUANTE EUROS hors TVA (50,00 € HT)** appliquée à chaque jour de retard.

13.1.5. Pénalité pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.2 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **CINQUANTE MILLE EUROS hors TVA (50 000,00 € HT)**.

13.1.6. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **DIX MILLE EUROS hors TVA (10 000,00 € HT)**.

13.1.7. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect des obligations en matière de sécurité des travailleurs, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation au CCAG, une pénalité de **CINQ MILLE EUROS hors TVA (5 000,00 € HT)**.

13.1.8. Non respect du PAQ

Pour chacune des procédures du PAQ non respectées, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation au CCAG, une pénalité journalière fixée à **CENT CINQUANTE EUROS hors T.V.A. (150,00 € HT)**. Cela implique que la pénalité sera appliquée autant de fois que de procédures non respectées.

13.1.9. Manquement dans les saisies de données d'un système dans l'AGB (Application de gestion ds Bassins)

Pour chacune des saisies de données d'un système dans l'AGB non effectuée, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation au CCAG, une pénalité journalière fixée à **CINQUANTE EUROS hors T.V.A. (50,00 € HT)**. Cela implique que la pénalité sera appliquée autant de fois qu'une saisie de données d'un système commandé dans l'AGB n'est pas effectuée. Cette pénalité est également appliquée si une erreur détectée et signalée dans l'AGB n'est pas prise en compte dans un délai de 15 jours.

13.1.10. Pénalité pour absence injustifiée à une réunion

En cas d'absence d'un représentant du Titulaire à une réunion prévue dans le cadre du marché, sans motif justifié et sans respecter un délai de prévenance de deux (2) jours ouvrables, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **MILLE EUROS hors TVA (1 000,00 € HT)**.

13.1.11. Pénalité pour retard dans la rédaction et diffusion de compte rendu de réunion

Le Titulaire s'engage à rédiger et diffuser le compte rendu de chaque réunion dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la date de la réunion.

En cas de retard dans la rédaction et diffusion du compte rendu, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **CENT EUROS hors TVA (100,00 € HT)** par jour de retard.

Cette pénalité de **CENT EUROS hors TVA (100,00 € HT)** par jour de retard est également applicable en cas de retard dans la rédaction et diffusion d'une mise à jour de compte rendu (pour prise en compte des remarques de la DIR Est) dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la date de réception des remarques de la DIR Est.

13.1.12. Manquements aux prescriptions de sécurité vis-à-vis du RISQUE ROUTIER

Une pénalité forfaitaire de CINQ CENT EUROS hors TVA (500,00 € HT)s'applique de manière cumulative pour chaque manquement ci-dessous constaté par l'exploitant, le MOE, le MOA ou son représentant :

- non respect des consignes fixées par l'exploitant ou du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ou dans le Plan de Prévention ;
- absence de l'autorisation de stationner et circuler à pied sur autoroute et voies express (Code de la route – article R 432-7) ;
- défaut de port des équipements de protection individuelle ;

Chacun de ces manquements exige une remise en conformité immédiate. Si aucune remédiation ne peut être apportée, la prestation est suspendue.

14. Avances

Les modalités de règlement de l'avance répondent à l'option A du CCAG FCS.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20% de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 15.3 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement débutera dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

15. EXÉCUTION DU MARCHÉ

15.1. Programme d'exécution

Les exigences du programme d'exécution sont précisées dans le CCTP.

15.2. Conditions d'exécution

15.2.1. Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

15.2.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet

15.2.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

Les dispositions sont précisées dans la Liste des Prix Unitaires et Forfaitaires (LPUF) du lot considéré.

15.2.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation de chantier (balisage) n'est pas à la charge de l'entreprise. Elle est réalisée sous l'autorité de la DIR Est. L'entreprise devra prendre en compte les contraintes liées à ces dispositions.

15.2.5. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir au RA, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du RA. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du RA.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

le RA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

15.2.6. Mise à disposition de matériels par le RA

Sans objet.

15.2.7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

A - Prise en charge des installations

Le prestataire déclare être parfaitement informé de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du RA.

B - Restitution des installations

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par le RA.

Le titulaire accepte pendant les 3 derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération supplémentaire.

C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Aucune stipulation particulière.

15.2.8. Documentation technique

Sans objet.

15.2.9. Revendications des tiers

Sans objet.

15.3. Conditions d'intervention

15.3.1. Nature des interventions

La nature des interventions est définie dans le CCTP.

15.3.2. Initiatives

Les spécifications sont définies au CCTP.

15.3.3. Période

Les spécifications sont définies au CCTP.

15.3.4. Délai d'intervention

Les spécifications sont définies au CCTP.

15.3.5. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Les spécifications sont définies au CCTP.

15.3.6. Documents à établir après intervention

Les spécifications sont définies au CCTP.

15.4. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

15.4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

15.4.2. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le RA et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le RA, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au RA.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé, demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

15.4.3. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation au droit des travaux est à la charge du RA.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

15.4.4. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

16.OBLIGATION, ADMISSIONS ET GARANTIES

16.1. Obligation de résultats

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations, objet du marché et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat. Pendant toute la durée d'exécution, le titulaire s'oblige :

- À garantir des résultats conformes aux prestations attendues, périmètres associés et exigences requises, qui sont matérialisés par le CCTP ;
- À faire le nécessaire pour que l'acheteur (et ses représentants) bénéficie, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au RA tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché et notamment toute imprécision, toute incohérence ou tout manque dans la définition du périmètre des prestations attendues ;
- A respecter les dispositions qualité et sécurité conformes à l'état de l'art.

16.2. Admission

Sauf pour les cas particuliers du PAQ et des livrables en versions projets, les stipulations de l'article 30 du CCAG/FCS sont seules applicables..

16.3. Garantie(s)

Les stipulations du CCAG/FCS sont applicables.

17. Résiliation

Les dispositions du CCAG/FCS s'appliquent.

L'acheteur se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire, selon les dispositions de l'article 45.1 du CCAG.

18. Dérogation au CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

DÉROGATIONS AU CCAG FCS

Art. 11 du CCAP	Déroge à l'article	4.1 du CCAG FCS
Art. 12-2-3 du CCAP	Déroge à l'article	43.2.2.4 du CCAG FCS
Art. 13.1 du CCAP	Déroge à l'article	14.1 du CCAG FCS
Art. 13.1.1 et 13.1.3 du CCAP	Déroge à l'article	14 du CCAG FCS